

Animation – Culture - Patrimoine

Affaire suivie par : Gaëlle CAVALLI
tél. 03 81 31 87 23
fax 03 81 31 89 39
gaelle.cavalli@agglo-montbeliard.fr

Montbéliard, le 12/11/08

Séminaire « De l'usine au patrimoine »

Textes : animatrice, stagiaire et guides conférencières du service animation du patrimoine, musée Peugeot, Office de tourisme du Pays de Montbéliard.

Diapo n°1 : titre de l'intervention

Territoire du Pays de Montbéliard : exemples de différentes stratégies de mise en valeur du patrimoine industriel local, par Gaëlle Cavalli, animatrice de l'architecture et du patrimoine

Diapo n°2 : carte de localisation du Pays de Montbéliard

Diapo n° 3 : Une histoire industrielle riche...

Japy

Frédéric Japy, né à Beaucourt en 1749, est le fils de Jacques JAPY, bourgmestre du village. Après des études à Montbéliard, en 1768, il part pour la Suisse où l'industrie horlogère se développe. Il revient à Montbéliard en 1773, épouse Catherine AMSTUTZ, qui lui donnera 16 enfants, et installe son premier atelier sur les terres de son beau-père. En 1777, il revient à Beaucourt pour y bâtir une fabrique d'horlogerie : le familistère.

Industriel visionnaire, Frédéric Japy (qui mourra en 1812) révolutionne la production horlogère. Il est l'inventeur d'ingénieuses machines-outils qui bouleversent les rythmes et l'économie d'un secteur jusqu'alors très artisanal : le

travail en atelier remplace le travail à domicile, la machine remplace l'ouvrier qualifié, la production en série se substitue à l'objet unique. Ses descendants bâtissent un véritable empire industriel au XIXe siècle en développant des activités très diversifiées : filature, émaillerie, pompes, machines à écrire...

Chronologie des principales productions Japy :

1777 : horlogerie

1806 : visserie

1817 : grosse horlogerie

1820 : serrurerie

vers 1820 : quincaillerie étamée puis émaillée

1826 : fer battu émaillerie

1850 : pompes

1880 : lustrerie

1882 : machines agricoles

1890 : moteurs électriques

1910 : mécanographie

1939 : matériel d'aviation

Les nombreuses usines Japy de la région emploieront jusqu'à 5500 ouvriers. Japy est le premier groupe industriel français en 1867, mais âge d'or est révolu après la première guerre mondiale et les activités cessent définitivement en 1981.

Aujourd'hui, les usines Japy ont toutes fermé, mais ce patrimoine est réexploité comme nous le verrons plus loin.

Pour en savoir plus : visiter le Musée Japy à Beaucourt, installé dans une ancienne usine Japy.

Diapo n° 4 : une histoire industrielle riche... (suite)

L'Epée

Auguste l'Epée naît en 1798 dans le canton de Neuchâtel. Son père et son beau-père étaient horlogers. Sa famille quitte ensuite la Suisse pour s'installer à Ste Suzanne. Il est formé chez Japy. En 1833, Pierre Henry Paur commence à fabriquer des boîtes à musique à Ste Suzanne, dans une usine qui fut auparavant une ferme puis

une usine de tissage de coton. Auguste l'Epée s'associe à lui en 1839, puis après sa mort se lance seul : production de pendules et de boîtes à musique. Sa succession est assurée par la famille jusqu'en 1975. Exemples de produits réalisés par les usines l'Epée : boîtes à musique incorporées dans des montres, des réveils, des albums photo, des boîtes à bijoux, des dessous de plat, des jouets comme des toupies ou des poupées. L'entreprise est alors la seule au monde à produire des mélodies pour enfants, avec jusqu'à 12 airs différents, et des mélodies du monde entier. 1850 : début de la production des pendules de voyage. En 1869, de nouveaux locaux sortent de terre, pillés pendant la guerre de 70. La production reprend après guerre : 350 ouvriers sont alors présents sur le site. L'entreprise obtient de nombreuses médailles d'or dans des expositions universelles. Elle réalise des pièces d'armement et des compteurs pendant la guerre de 14, et après guerre des compteurs pour les taxis, des enregistreurs météo, des altimètres... Jusqu'en 1970, jusqu'à 600 ouvriers sont employés sur le site, puis le déclin commence avec l'arrivée du quartz. On se dirige alors vers de la production de luxe. En 1994, présentation de « la géante », pendule de 2,20m, la plus grande du monde. En 1996, la firme arrête ses activités. La marque est rachetée par un industriel anglais en 1999, mais il n'y a plus de production à Ste Suzanne. De nombreux objets subsistent aujourd'hui, dont certains exposés au musée Beurnier Rossel à Montbéliard.

Diapo n° 5 : une histoire industrielle riche... (fin)

Peugeot

La présence de la famille Peugeot dans le Pays de Montbéliard est attestée depuis 1435. Son ascension sociale commence par le mariage de Jean-Jacques Peugeot et Catherine Mettetal, héritière du moulin banal d'Hérimoncourt. Une fois veuve, celle-ci développe le domaine familial et ajoute une forge à son moulin. Jean-Pierre, le cinquième de ses huit enfants, est le premier industriel de la famille. Il crée une indienne à Hérimoncourt en 1763, puis une filature à la Chapotte, un

bourg tout proche. Il met aussi en place un réseau de tissage à domicile dans le Pays de Montbéliard.

La famille prospère et s'enrichit. Plusieurs entreprises sont montées, qui produisent d'abord filatures puis machines à coudre, ou encore ressorts de montres et lames de scies. Quelques temps plus tard, certains se lancent dans les baleines de corset, production qui assure leur prospérité pour de nombreuses années.

C'est à la fin des années 1840 qu'apparaît le lion sur la flèche, symbole des scies de première qualité. Dans les années 1850, une nouvelle production participe à l'expansion de la marque : les moulins à poivre et à café Peugeot s'invitent sur toutes les tables. A l'Exposition Universelle de Paris de 1855, les trois entreprises Peugeot sont récompensées. Elles y gagnent une envergure nationale. A l'affût de nouveaux marchés, les Peugeot se lancent très tôt dans une production qui contribuera largement à leur fortune : la crinoline. Lancée par l'Impératrice Eugénie, cette mode connaît bientôt un succès phénoménal. Au point que les Peugeot doivent ouvrir une nouvelle usine, à Beaulieu.

En pleine expansion, les Peugeot ont une production des plus variées : du fer à repasser de la ménagère au coupe-coupe de l'explorateur et de la fourche au pince-nez. Si c'est en acier, les Peugeot peuvent le produire !

En 1886, ils ajoutent une nouvelle corde à leur arc : la bicyclette. Ils produisent la fourche, la chaîne et les rayons et chargent l'ingénieur Rigoulot du reste. C'est ainsi que naissent les Cycles du Lion, référence au Lion de Belfort, symbole de la résistance française pendant la guerre de 1870.

C'est Armand Peugeot qui s'intéresse aux débuts de l'automobile. Il présente un tricycle à vapeur à l'Exposition Universelle de Paris en 1889. Peu après, il adopte le moteur à essence de Gottlieb Daimler et l'adapte sur son nouveau prototype de voiture en 1891. C'est l'année où une automobile participe à la course cycliste Paris - Brest -

Paris. Elle y termine après un vélo mais prouve néanmoins que le rêve de la voiture sans cheval peut devenir une réalité.

Décidé à tenter l'aventure, Armand s'associe à des amis pour créer la Société Anonyme des Automobiles Peugeot, le 13 mai 1896, à Audincourt. Quelques années plus tard, il s'installe à Paris et ouvre des usines à Levallois.

Devant le succès de l'automobile, son cousin Eugène décide de se lancer à son tour dans l'aventure en 1905. Il crée la marque du Lion Peugeot, symbolisée par une tête de lion sur le radiateur. Cinq ans plus tard, les cousins réunissent leurs entreprises d'automobiles, de cycles et de machines à coudre dans la Société des Cycles et Automobiles Peugeot. En 1914, Peugeot produit véhicules militaires et utilitaires, baïonnettes, moteurs d'avions et obus. L'Après-guerre est difficile. L'industrie est désorganisée et des marchés traditionnels se ferment. Ainsi, corsets et pince-nez disparaissent.

Finalement, le succès fulgurant de la 201 permet à la marque du Lion de sortir de l'ornière. Durant l'occupation, la production continue, mais les Peugeot participent à la résistance. A la fin de la guerre, la plupart des constructeurs automobiles français sont nationalisés pour cause de collaboration. Les Peugeot s'étant engagés dans la Résistance, ils conservent leur entreprise, mais elle est en mauvaise posture : machines et ouvriers dispersés, usines endommagées, logements détruits,... Presque tout est à refaire. La reprise est lente, d'autant que la concurrence de Renault, désormais entreprise nationale, est rude.

Pendant les 30 Glorieuses, Peugeot s'étend sur toute sa région d'origine et prend une stature internationale, ouvrant des usines à l'étranger. En 1965, Maurice Jordan prend la tête de l'entreprise. C'est une grande première qui devient ensuite la règle : le nouveau directeur n'est pas un Peugeot. Un système est imaginé pour assurer une présence importante de la famille fondatrice au capital du

groupe PSA (créé un an plus tard) et assurer ainsi la pérennité de son influence.

Diapo n°6 ... qui a généré un patrimoine diversifié (usines mais aussi habitat patronal, ouvrier...).

Diapo n°7 : Plan monumental des grandes usines
On voit qu'elles étaient très nombreuses sur le territoire. Elles disposaient souvent d'une architecture particulière. Citons par exemple les sheds (toitures à redents) pour résoudre les problèmes d'éclairage et notamment éclairer le centre de l'atelier, qui permettent d'avoir un espace de 4 à 6 m de large, évitent les constructions à étages (qui ne sont pas stables, notamment quand il y a des machines qui font vibrer – métiers à tisser par exemple), permettent des espaces modulables, à agrandir ou à réduire. La brique est utilisée pour le côté léger, les conditions liées à la surchauffe.

Diapo n°8 : Quel devenir pour ce patrimoine ?
Les friches industrielles représentent environ 46 ha dans le pays de Montbéliard.
Les initiatives de valorisation peuvent être publiques (souvent) ou privées. Ainsi, le château Salher, château patronal, a été transformé avec succès en chambres d'hôte de grand standing par ses propriétaires actuels.

Diapo n°9 : Différentes manières d'aborder son patrimoine

- Poursuite de la fonction :
habitat : ex la cité caserne de la Bastille à Hérimoncourt, classée Monument Historique mais encore habitée,
usines : production associée à la valorisation (voir exemples ci-dessous)
- Réhabilitation dans une autre fonction : logement, espace multifonction
- Destruction

Diapo n°10 : Réhabilitation avec accueil d'activités économiques
La Roche à Bart

Après plus de 150 ans dans le giron Japy (dès 1845 : quincaillerie puis outillage et mécanique) puis une reprise par Peugeot automobiles, ces usines situées aux abords de l'Allan sont rachetées en 1996 par la CAPM (arrêt de la production en 1995), dans le cadre de sa compétence développement économique. 3 options s'offraient :

- attendre l'initiative d'un promoteur privé, mais il y avait un risque d'utilisation à des fins d'entrepôts, et donc la friche aurait perduré.
- tout raser pour créer un espace vert, mais cela aurait marqué la fin de la tradition industrielle sur ce site et impliquait le renoncement à un potentiel immobilier non négligeable.
- Donc il a été fait le choix d'une opération de requalification lourde pour location et vente aux entreprises.

Sur 70 000 m² de locaux désaffectés, 27000 sont rasés pour la réappropriation des rives et pour ménager des parkings et les 33000 restants rajeunis avec le souci de conserver le patrimoine Japy. Ainsi, 4 bâtiments ont conservé leurs toits en shed à dents de scie, dont une face laisse passer la lumière (mais sous une couverture homogène pour donner une allure d'ensemble). Une vingtaine d'entreprises se sont installées (soit plusieurs centaines d'emplois conservés sur site). Le projet a pris en compte l'intégration paysagère, le respect des berges de l'Allan (végétalisation) et la gestion des crues ; les déchets des entreprises installées sont gérés en commun.

Le projet a coûté 15M d'euros et a bénéficié de crédits Feder (20%), du CG (5%) et de l'Etat (1%).

Autre exemple : A Dambenois, le parc d'activités du moulin accueille une quinzaine d'entreprises sur une ancienne fabrique Japy.

Diapos n°11 et 12 : Réhabilitation avec continuité de l'accueil d'activités économiques

La Casserie Japy à Fesches le Châtel devenue l'usine Cristel

L'usine de la Casserie est fondée par les fils de Japy en 1825-26. La Casserie est conçue au départ pour augmenter la capacité de production de l'usine de Lafeschotte-du-Haut pour la visserie-boulonnerie mais délaisse rapidement ce secteur au profit du développement des fabrications d'ustensiles ménagers en fer battu, étamé, émaillé ou verni. Il s'agit d'une déclinaison du savoir-faire horloger permettant de lancer de nouveaux produits suivant un processus de transfert de technologie : par exemple, l'emboutissage d'objets en fer battu découle d'une adaptation des méthodes d'emboutissage des boîtes de montre en laiton. Les procédés d'émaillerie sont également employés, avant la création du secteur de production d'articles émaillés, pour la réalisation de cadrans et d'aiguilles de montres.

L'émaillerie constitue la branche la plus lucrative de l'entreprise au début du XXe siècle. La Casserie propose 110 articles de cuisine différents en 1845 !

L'usine passe de 35 ouvriers en 1837 à 1300 en 1867. Mais les activités s'interrompent à la fin des années 70.

Au début des années 1980, 2 SCOP (Sté coopérative ouvrière de production) sont créées dans les anciens bâtiments de La Feschotte. En 1981, l'une reprend l'activité pompes. En 1983, CRISTEL relance les fabrications en inox. En 1986, la société subit un redressement judiciaire mais en 1987, le couple DODANE crée la société Cristel dont la SCOP est actionnaire. Cette nouvelle société compte 32 employés en 1987 et 76 en 1997. Elle occupe aujourd'hui 60% du marché français des articles culinaires haut de gamme et exporte ses produits dans 50 pays.

Les anciens locaux Japy ont été réaménagés en 1997 par la Communauté d'Agglomération du Pays de Montbéliard pour cette entreprise. Les aménagements ont été réalisés dans le respect du patrimoine architectural d'origine : structure métallique, charpente et colonnes en bois, brique, toits de sheds. Une grande cheminée en briques a été conservée.

Diapo n°13 : Réhabilitation dans une autre fonction (qui peut s'accompagner de destruction partielle).

Musée Peugeot

Il réutilise les bâtiments de l'ancienne brasserie de Sochaux.

Histoire de la Brasserie :

C'est entre 1841 et 1845 que Théodore IENNE fonde la brasserie de Sochaux à l'emplacement d'un ancien tissage de coton. A l'époque, la région ne compte pas moins d'une trentaine de brasseries ! L'absence de transports incite à de petites productions pour les besoins d'un marché purement local.

La brasserie dispose d'un atout déterminant : la qualité de l'eau de la Savoureuse, non pas calcaire mais cristalline, de type vosgien.

Quarante ans après sa fondation, la brasserie n'emploie qu'une dizaine de personnes et ses concurrentes guère plus.

L'installation de l'usine Peugeot en 1912 va faire prendre un tournant industriel à la brasserie. La brasserie bénéficie de l'embranchement ferroviaire des usines pour accéder au réseau national via la gare de Montbéliard.

Edmond Ienné construit des maisons ouvrières pour attirer et fixer son personnel, la croissance est rapide.

En 1930, la brasserie, qui emploie 150 ouvriers et produit 100.000 hectolitres de bière, est le leader du groupe "brasseries et malteries de Franche-Comté". En 1961, c'est la fusion avec les grandes brasseries de Champigneulle et en 1966 naît une nouvelle raison sociale " la Société Européenne des Brasseries". Malgré sa bonne santé, l'Alsacienne à la coiffe rouge tire sa révérence le 1er janvier 1979 ...

Peu après naît l'Amicale des Anciens de la Brasserie qui fait revivre les souvenirs des brasseurs par des expositions, animations et un musée.

Les locaux de la brasserie de Sochaux ont été immédiatement rachetés par PSA.

C'est en 1982 que Pierre Peugeot, alors président du Conseil de Surveillance du groupe PSA Peugeot-Citröen, crée l'association l'Aventure Peugeot dont l'objet est de

collecter et d'animer tout ce qui constitue le patrimoine d'une famille et d'une société.

Dès 1984 commencent à s'établir les bases d'un futur musée qui pourra permettre d'exposer le savoir-faire de centaines de milliers de salariés qui ont travaillé et travaillent pour les différents produits frappés de la marque du lion depuis deux siècles.

Le musée, dans sa version initiale, est inauguré en juillet 1988 et triple ses surfaces d'exposition et de réception en juin 2000.

C'est plus de 1 600 000 visiteurs qui ont découvert le musée depuis l'origine.

Diapo n°14 : autre exemple de réhabilitation dans une autre fonction

La filature d'Audincourt

L'usine commence à fonctionner en 1817. Elle utilise alors des matières textiles locales : la laine, le chanvre et le lin. Elle se compose d'une dizaine de bâtiments. La force motrice est fournie par un solide barrage et une roue à palettes mise en mouvement par l'eau d'un canal dérivé du Doubs.

En 1819, 2000 broches produisent 15 à 20 000 kilos de filés par an. Les spécimens des produits envoyés à Paris sont très appréciés. En 1826, l'établissement emploie 210 ouvriers, pour la plupart des femmes du village qui filent 72 tonnes de coton sur 54 cardes et 10 000 broches.

Dès 1822, à cause d'une surproduction qui entraîne une baisse des prix, la société commence à subir des revers et l'achat de la maison Meiner à Audincourt, à un moment où les affaires sont difficiles, conduisent à la faillite en 1829.

L'entreprise est alors reprise par un belfortain. Elle emploie 190 ouvriers travaillant sur 44 métiers. Les cotons proviennent d'Amérique. En 1852, l'entreprise est revendue à deux nouveaux acquéreurs : Gustave Scheurer et Edouard Sahler.

Après les pénuries causées par la guerre de Sécession, c'est l'invasion Allemande de 1870 qui entraîne des difficultés d'approvisionnement et d'écoulement des produits. Mais après l'annexion de l'Alsace, le marché du textile connaît une intense prospérité et ce jusqu'à la fin du 19ème siècle. En 1882, Léon Sahler devient le seul propriétaire. En 1886, il emploie 330 ouvriers. Il achète des parcelles de terrain et construit en 1891, près de l'ancien, un nouveau tissage en rez-de-chaussée avec toiture en sheds, comportant 250 métiers.

En 1893, Léon Sahler fait installer une chaudière à vapeur. De 1896 à 1903, l'entreprise passe de 433 à 600 ouvriers.

Le 1er février 1914, la maison Japy rachète l'usine Sahler d'Audincourt qui comprend une filature de coton d'Amérique, une filature de coton des Indes et de déchets et un tissage mécanique de coton. Les Japy détenaient déjà l'usine d'Exincourt et modifient leur raison sociale, leur société prend le nom de « Filatures et tissages Japy ».

Au début de la première guerre mondiale, l'entreprise connaît des difficultés, les hommes spécialisés dans la conduite des machines se trouvant mobilisés. Mais les marchés passés avec l'Intendance militaire lui permettent d'engranger des bénéfices substantiels à partir de 1917 et de procéder à des agrandissements à Audincourt (1917 : grands bureaux et extension du tissage, 1918 pont sur le canal, magasin de préparation du tissu, électrification).

En 1920, un grand marché est passé avec la société Michelin basée à Clermont Ferrand qui fournit des cotons bruts d'origine égyptienne et à qui elle procure, en exclusivité, les filés de coton nécessaires à la fabrication des pneumatiques pour voitures et camions. Le contrat est renouvelé chaque année jusqu'à ce que Michelin remplace les fibres naturelles par des fibres synthétiques.

La période de l'entre-deux-guerres est marquée par l'arrivée de nombreux étrangers dans l'entreprise : Italiens, Polonais, Suisses, Tchèques, Espagnols, Russes...

Le personnel est essentiellement féminin et compte beaucoup de jeunes filles sortant tout juste de l'école primaire, l'école n'étant obligatoire que jusqu'à 13 ans ou même 12 après obtention du certificat d'études primaires et dérogation accordée par le maire. A la veille de la 2^e guerre, elle emploie 776 personnes.

La production qui a souffert pendant la seconde guerre mondiale connaît encore des difficultés dans les années qui suivent. Non pas que la matière première - le coton - fasse défaut, mais par manque de courant électrique, imposant des « horaires réduits, incommodes et irréguliers » et par la difficulté à renouveler le matériel faute de fabricant français, la SACM ayant été pillée par les Allemands. La main d'œuvre qualifiée fait, elle aussi, défaut. La société a des problèmes financiers : elle doit payer à l'embarquement le coton du Plan Marshall et supporter des charges fiscales et parafiscales de plus en plus lourdes. Le manque de personnel qualifié empêche de poursuivre plus loin les fabrications même si un effort est fait au niveau de l'apprentissage. De plus, la concurrence commence à se faire sérieusement sentir.

En 1957, Christian Japy succède à son père. La société emploie alors 800 personnes. Une partie du matériel a été renouvelé avec des machines Suisses. L'usine compte désormais deux tissages : dans l'ancien est fabriqué du tissu écru et de la toile à matelas en 220 cm de largeur. Chaque tisserand a 4 à 6 métiers à surveiller et si le fil casse, il faut tout arrêter. Le nouveau tissage, lui, est automatique et chaque ouvrière peut surveiller 40 métiers. La demande est forte et pour faire face au manque de main d'œuvre, les dirigeants de l'entreprise ont des contacts avec l'administration italienne qui sélectionne des familles entières.

L'arrivée d'étrangers, l'application de nouvelles méthodes de travail calquées sur celles d'Amérique modifient quelque peu la vie de l'entreprise sans mettre fin pour autant au paternalisme dont font preuve les dirigeants. Plus de 300 logements continuent d'être loués au personnel. Des

commandes groupées sont effectuées pour le bois, le charbon et les pommes de terre. L'ancienne cantine est convertie en salle de sport où l'on s'entraîne au Basket et au Hand. L'entreprise poursuit son œuvre sociale avec également l'organisation des colonies de vacances pour les enfants du personnel, la distribution de jouets à Noël, de tissu et bons d'achats au personnel ouvrier, de colis aux retraités. Toujours essentiellement féminin, le personnel reste très longtemps en fonction dans l'entreprise, durant parfois 60 années.

En 1958, l'usine d'Audincourt emploie 269 personnes. La production diminue légèrement en tissus mais se maintient en fils autour de 2000 tonnes par an. La création du Marché Commun nécessite d'investir de plus en plus pour être compétitif. Or, l'usine d'Audincourt se prête mal à la modernisation ne serait-ce que parce que la plupart des bâtiments sont vétustes et comportent plusieurs étages. D'autre part, les marchés traditionnels des anciennes colonies françaises se ferment les uns après les autres entraînant une surproduction nationale jugée catastrophique. Dans les années 60, les machines sont obsolètes, le nombre et l'ancienneté des bâtiments entraînent des frais d'entretien élevés et ne permettent pas d'assurer une température et une humidité normales. Le tissage continue durant quelques années mais en raison de la concurrence asiatique et des difficultés d'investissement, le nombre des ateliers va en se réduisant. L'activité tissage est définitivement arrêtée au début d'octobre 1965. A cette date un grand nombre de bâtiments ont déjà été abandonnés. L'usine d'Audincourt va alors servir, pendant une vingtaine d'années, d'entrepôt aux Etablissements Peugeot de Beaulieu qui y stockent leur production de cycles.

En 1996 la maison Japy, toujours propriétaire, cède les bâtiments d'Exincourt et d'Audincourt à une société strasbourgeoise spécialisée dans le rachat des friches industrielles pour les aménager en locatifs. Les bâtiments sont loués à d'autres industriels, parmi lesquels ECIA (Equipements et Composants pour l'Industrie Automobile)

qui occupera les locaux d'Audincourt jusqu'au milieu de l'année 1999.

Les bâtiments loués ne répondant plus aux normes européennes de stockage, la municipalité d'Audincourt décide en 1997 de racheter le site pour un montant de 6,3 millions de francs.

A cette date le site se compose de :

- 1,5 ha de bâtiments industriels
- 1,4 ha de voiries et d'espaces libres
- 300 ares occupés par le canal de fuite
- 400 ares représentant l'île elle-même

La municipalité décide de procéder à sa reconversion avec le souci de poursuivre la valorisation des berges du Doubs par l'aménagement d'un espace de promenade et de loisir, de réhabiliter certains bâtiments faisant partie du patrimoine historique industriel et de développer un pôle culturel. Elle mise sur l'atout que représente cette friche industrielle au centre d'Audincourt, à 300 mètres de l'hôtel de ville et à proximité immédiate d'équipements existants tels que la bibliothèque et le centre d'éveil aux arts plastiques et à la bande dessinée, tous deux installés dans des bâtiments historiques au milieu d'un vaste parc aménagé. 6000m² seront donc gardés (soit 2/3 de bâtiments détruits) pour la création de l'espace de la filature. Les bâtiments conservés accueillent notamment aujourd'hui des activités culturelles (Théâtre de l'unité), un espace pour les enfants (ludothèque, halte garderie) et un espace d'exposition.

Diapo n° 15 : Réhabilitation dans une autre fonction : création de logements.

Usine L'Épée.

Dans cette usine bâtie en 1869 avaient lieu toutes les étapes de fabrication des boîtes à musique : ajustage des pièces, horlogerie, mécanique, menuiserie, accordage des claviers. L'entreprise l'Épée à Sainte Suzanne a été liquidée définitivement en 1997. Les bâtiments sont restés en friche

moins d'une dizaine d'années avant d'être transformés en logements par un opérateur privé. Il a créé 36 logements en copropriété, favorisant la mixité sociale, dont 5 logements sociaux et 3 très sociaux (T2 à T7, les publics visés étant de jeunes couples, des célibataires, des retraités) et 2 locaux à usage professionnel. Coût global du projet : 2 400 000 €.

Dans d'autres cas, le parti pris est plutôt la destruction que la réhabilitation. Ainsi, à Bethoncourt, la destruction de l'usine de la Lizaine, proche du centre-ville et sans intérêt architectural particulier, doit permettre à la ville de se doter des logements et commerces qui lui manquent. Idem à Exincourt pour une autre usine Japy.

Diapo n°16 : destruction pour créer de nouvelles fonctions.

Exemple du Pré-la-Rose

Au départ, ce lieu s'appelait « les prés de la Raisse », ce qui signifie à la fin du Moyen Age les champs de la scie ou de la scierie. Dès 1597, l'imprimeur Foillet obtient le droit d'y construire une papeterie et une scierie attenante (ainsi qu'un moulin à farine et un atelier de taillanderie). Puis le site est abandonné pour cause d'inondations. En 1793, un moulin de la Raisse est établi sur une dérivation de la rivière afin d'actionner une nouvelle scierie. Pierre Salher fait construire à cet emplacement en 1802 « l'usine de la nouvelle Raisse », une fonderie comprenant un atelier pour la construction de machines, une tréfilerie et une pointerie. L'usine passe ensuite à la famille Goguel, qui développe un tout nouveau procédé de fabrication de pointes et de rivets. Après avoir fabriqué des fils pour les galons d'officiers par exemple, la fonderie devient, en 1933, l'une des plus importantes de la ville et fabrique désormais des barres ou fils de cuivre pour l'électricité, des tubes de cuivre pour l'impression des tissus, des barres de laiton pour la robinetterie, des bandes laitons pour l'horlogerie ou encore de l'aluminium pour la réalisation d'ustensile de cuisine. En raison de la concurrence suisse et allemande, le site est absorbé par des industriels plus puissants comme Péchiney

et finalement abandonné en 1968 au bénéfice du site de Niederbruck en Alsace, qui produit toujours à ce jour.

Le site est racheté à la fin des années 70 par la ville de Montbéliard. Les locaux sont occupés temporairement par Emaus dans les années 80. Cette friche industrielle de 10 ha entre le canal du Rhône au Rhin et l'Allan créait une discontinuité dans le tissu urbain.

Un projet de parc voit donc le jour en 1990, et il est ouvert en 1994.

Le projet a pour vocation de relier le quartier de la Petite Hollande au centre ville par un espace de rencontre qui puisse servir aux deux quartiers, d'où l'idée d'un parc urbain attractif, proche du centre, des bus et de la gare. L'idée était aussi de réintroduire nature en ville. Le parc urbain créé privilégie donc l'environnement naturel et la culture scientifique et technique. Côté botanique, on y trouve des secteurs humides, des secteurs acides, une zone forestière, de la faune et de la végétation aquatique : plus de 150 espèces sont présentes, ce qui permet une découverte en famille de milieux très variés. Le parc propose aussi des activités ludiques, sportives (mur d'escalade, piste de skate board, terrain de boules...), sur le thème de la culture scientifique et technique, en lien avec l'identité du pays de Montbéliard (Cuvier, Oehmichen... cf cadran solaire, labyrinthe, boule de Galilée = boule en granit qui tourne sur elle-même pour évoquer rotation de la terre). Plusieurs parcours de découverte existent : outre le parcours botanique, il en existe un sur l'astronomie (qui donne par exemple l'échelle des distances entre les planètes), un autre sur l'entomologie (4 grands sculptures sont présentes dans le parc : fourmi, papillon, guêpe et hanneton), un parcours de découverte des savants franc-comtois et enfin un dernier sur la mesure du temps à partir de cadrans solaires et d'une tour de l'évolution mettant en évidence la notion de temps avec le pendule de Foucault. Le parc accueille tout naturellement également le CCSTI de Franche Comté, nommé le Pavillon des sciences.

Autre exemple : un lieu convivial a été créé à Nommay à la place de l'entreprise Labarbe (la pollution du site a

nécessité sa destruction, un tapis imperméable a été posé pour éviter que la pollution n'entraîne des résidus vers la rivière).

Diapo n°17 : un patrimoine en attente de réhabilitation

Les forges d'Audincourt

La forge d'Audincourt est créée en 1616 et a fonctionné jusqu'en 1969. Elle dépendait, comme celles de Chagey, Bourguignon et le Fourneau-Pont-de-Roide, pendant tout le XIXe siècle, de la puissante Compagnie des Forges d'Audincourt.

Jusqu'à la fin du XIXe siècle, la forge d'Audincourt produit du fer, au bois, selon le procédé "Comtois", réputé pour sa qualité supérieure.

Parmi les produits commercialisés aux XVIIe et XVIIIe siècles, les plus importants sont les "platines", c'est à dire des tôles forgées de différentes épaisseurs qui permettent, entre autres, de confectionner les célèbres cuirasses des soldats mais aussi des fers plats, des barres de toutes tailles, des fers durs pour cercler les roues et, à partir de 1764, du fer "blanc", c'est à dire étamé, destiné au bâtiment ou aux ustensiles de cuisine. En 1825 il y a à Audincourt un haut-fourneau, 4 feux d'affinerie (affiner signifiant rendre plus délicat, purifier) et une étamerie (étamer signifiant recouvrir d'une couche d'étain pour protéger de l'oxydation les ustensiles en fer blanc). Par la suite, pour se moderniser, la forge acquiert un four à réverbère (four dont la voûte, chauffée par les flammes, réfléchit la chaleur du foyer sur les parties à traiter), une grosse forge pour fabriquer les essieux des roues de wagons, un four à puddler (transformation de la fonte en fer) et une tréfilerie (tréfiler signifie convertir un métal en fils de diverses grosseurs, par étirage à froid).

C'est vers 1880-1890 que le procédé de fabrication du fer à partir du charbon de bois est le plus fortement concurrencé par l'acier produit à partir du coke (en Lorraine), moins cher.

La forge arrête son haut-fourneau en 1884 et se dote d'un four Martin en 1890 (fabrication de l'acier par décarburation incomplète de la fonte – procédé inventé en 1865 par

l'ingénieur Pierre MARTIN). L'affinerie ne sera abandonnée qu'en 1910.

Entre temps, la forge se spécialise dans la construction de tôles minces pour dynamos et transformateurs.

Audincourt reste compétitive jusqu'en 1950. Par manque de moyens financiers et de possibilité de s'étendre, les forges ferment en 1969, 350 ans après leur naissance.

Une association pour la mémoire des forges s'est alors créée et a aujourd'hui créé la Maison du patrimoine dans le quartier des forges. Mais les vestiges bâtis (four martin et cheminée) appartiennent à un privé, qui n'entretient pas le site, voire même voudrait démolir certaines parties qui le gênent. La question de la pérennité de ce patrimoine se pose, mais quelles actions mettre en place (classement d'office ?), et quel budget y consacrer ?

Diapos n°18 et 19 : conclusion

Le devenir du patrimoine industriel, notamment dans des zones qui en sont abondamment pourvues, est donc variable.

Des choix politiques sont faits en fonction du contexte (pollution, intérêt architectural...). Des réponses modulées sont souvent apportées (destructions partielles...). Cependant, on n'a pas pour l'instant de politique globale vis à vis de ce patrimoine, ni pour les sites industriels, ni pour les autres éléments de ce patrimoine (habitat ouvrier, châteaux...).

Au préalable, un inventaire précis paraît indispensable pour faire des choix, car on ne peut pas non plus tout garder, et dans les cas de réhabilitation, il faut adapter la nouvelle fonction aux besoins : on ne peut pas non plus tout transformer en espaces culturels...

Par ailleurs, ce patrimoine étant encore très présent dans les mémoires, il est nécessaire d'accompagner ces transformations pour les gens qui ont connu l'activité (recueil de témoignages par exemple).

Il est important également de valoriser ce patrimoine auprès du public par des visites guidées, des ateliers pédagogiques...

Diapo n° 20 : crédits photographiques. Que toutes les structures et photographes cités soient remerciés pour leur collaboration.